



B.P. 429 27504 Pont-Audemer cedex
Tél. 02 32 41 08 15 Fax 02 32 41 24 74
E mail : info@ville-pont-audemer.fr

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRÊTÉ DE VOIRIE RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT RUE DES DÉPORTÉS POUR L'ENTREPRISE SPIE CITYNETWORKS

Le Maire de la Ville de Pont-Audemer,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes,

VU la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82.213 relative aux droits et libertés des Communes,

VU l'article L 512-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

VU le code de la route,

VU l'article 610-5 du Code Pénal,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière et les textes d'application,

VU la délibération n°0032-2026 Election du Maire,

VU la délibération n°0033-2026 Délégations exercées par le Maire au nom de la commune,

VU la demande écrite de l'entreprise SPIE CITYNETWORKS CLEON représentée par Monsieur Alexis HAUTEMULLE en date du 4 Juin 2026,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux d'installation de vidéo-protection urbaine sis Rue des Déportés à Pont-Audemer,

ARRETE

Article 1 : L'entreprise SPIE CITYNETWORKS CLEON est autorisée à occuper le domaine public **sur trottoir Rue des Déportés, sur la section comprise entre le carrefour Allée de la Petite France – Rue des Déportés et le bras de la Risle**, longeant la propriété située 1 Allée de la Petite France afin de procéder aux travaux cités ci-dessus, à compter **du Lundi 15 Juin 2026 et ce jusqu'au Vendredi 10 Juillet 2026 inclus**.

Article 2 : La vitesse de **circulation sera limitée à 30 km/h et le stationnement sera interdit** au droit de la zone de travaux.

Article 3 : La signalisation réglementaire et la déviation pour les piétons, sur trottoir opposé, seront mises en place par l'entreprise intervenante afin de garantir la sécurité des piétons.

Article 4 : L'entreprise SPIE CITYNETWORKS CLEON devra veiller à prendre toutes les précautions

nécessaires afin de protéger le domaine public et de restituer l'espace public à l'état identique initial après son intervention.

Article 5 : D'après l'article R.102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

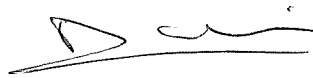
Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront relevées selon la réglementation en vigueur.

Article 7 : Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Pont-Audemer, la Police Municipale, Monsieur Alexis HAUTEMULLE, l'entreprise SPIE CITYNETWORKS CLEON, le SMUR, les Sapeurs-Pompiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté sera rendu exécutoire dès sa transmission à l'intéressée.

Fait à Pont-Audemer, le 12 juin 2026

Le Maire



Alexis DARMOIS

